STRATÉGIE TERRITORIALE INTÉGRÉE

AFOMEF

Mendebaldeko Eremu Funtzionala
Área Funcional Oeste
Aire Fonctionnelle Ouest

Interreg POCTEFA

Cofinanciado por la UNIÓN EUROPEA
Cofinancé par l'UNION EUROPÉENNE

EURORÉGION EUROESKUALDEA EURORREGIÓN
NOUVELLE-AQUITAINE • EUSKADI • NAVARRE
AKITANIA BERRIA • EUSKADI • NAFARROA
NUEVA AQUITANIA • EUSKADI • NAVARRA

www.afomef.eu

“L’Aire Fonctionnelle Ouest (AFOMEF) a été cofinancée à 65% par l’Union européenne à travers le Programme Interreg VI-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2021-2027). L’objectif de POCTEFA est de renforcer l’intégration économique et sociale de la zone frontalière Espagne-France-Andorre.”

INDICE

1. L'Europe plus proche de ses citoyens 2
2. Qu'est-ce que l'Aire Fonctionnelle Ouest 4
3. Stratégie de l'AFO: une approche collaborative pour une vision transfrontalière du territoire 6
4. Suivi strategique 28
5. Projets transfrontaliers inspirateurs: coopérer sans frontières 32
6. Conclusions et remerciements 36

1 L'Europe plus proche de ses citoyens

1 / L'EUROPE PLUS PROCHE DE SES CITOYENS

Selon une étude de la Commission Européenne, la suppression de seulement 20% des obstacles transfrontaliers pourrait entraîner une augmentation de 2% du PIB des régions frontalières.

» INTERREG VI-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2021-2027) représente la sixième génération du programme européen de coopération territoriale créé pour promouvoir le développement durable des territoires frontaliers des trois pays, renforcer l'intégration économique et sociale et atteindre la cohésion régionale.

La nouvelle période de programmation présente comme nouveauté un niveau supérieur de territorialisation des fonds FEDER grâce à l'Objectif Politique 5, **"L'Europe plus proche de ses citoyens"**, et aussi l'approche des espaces fonctionnels ou bassins de vie pour stimuler les territoires et initiatives locales, se traduisant par de nouvelles opportunités de financement et des actions conçues pour améliorer la qualité de vie des citoyens transfrontaliers.

L'Aire Fonctionnelle Ouest est l'une des cinq identifiés par le programme POCTEFA et se distingue par son interaction et son interdépendance significatives. Dans ce cadre, le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre est l'entité chargée de coordonner l'une des cinq opérations d'importance stratégique du POCTEFA, œuvrant pour le développement et la promotion de l'Aire Fonctionnelle Ouest.

Le diagnostic partagé du territoire révèle une interaction intense et diversifiée au sein de ce segment frontalier. En plus d'une collaboration institutionnelle riche et multiniveaux, L'Aire Fonctionnelle Ouest se distingue par ses liens humains, culturels, linguistiques et sociaux. Les espaces naturels, les côtes et les montagnes transcendent les frontières administratives.

Cependant, malgré cette vitalité, des défis communs persistent et **l'effet frontière** continue de limiter les échanges. Ces défis nécessitent une approche novatrice pour répondre efficacement aux besoins quotidiens de la population transfrontalière. Cela exige le co-développement d'une stratégie territoriale intégrée, novatrice et multithématique.

La Stratégie Territoriale Intégrée* présentée ci-après a pour objectif de résoudre de manière plus efficace les problèmes quotidiens des résidents de l'Aire Fonctionnelle Ouest. Le document de stratégie propose des lignes d'intervention et des actions couvrant des projets structurants à définir ultérieurement, visant à relever les défis persistants liés à l'emploi, aux déplacements et à la communication dans une perspective transfrontalière.

(*) Cette Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest a été conçue en harmonie avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'Accord de Paris, le principe DNSH, ainsi que le Pacte Vert Européen, garantissant ainsi la durabilité environnementale tout au long de sa mise en œuvre. De plus, elle s'engage à promouvoir les principes transversaux d'égalité des chances entre les hommes et les femmes, ainsi que de non-discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion, l'âge ou l'orientation sexuelle, qui sont pris en compte dans des actions spécifiques à caractère général.

2 Qu’est-ce que l’Aire Fonctionnelle Ouest

2 / QU'EST-CE QUE L'AIRE FONCTIONNELLE OUEST

» L'Aire Fonctionnelle Ouest est l'un des cinq espaces fonctionnels identifiés par le programme POCTEFA, caractérisé par une interaction et une interdépendance significatives. Situé autour du point de rencontre entre le massif des Pyrénées et le golfe de Gascogne, l'Aire Fonctionnelle Ouest intègre les territoires d'Euskadi et de la Navarre, ainsi que la partie sud de la région Nouvelle-Aquitaine jusqu'à la vallée de Barétous. Un véritable bassin de vie, crucial pour la mobilité transfrontalière, qui outre ses liens historiques et culturels, sa langue basque commune et son patrimoine naturel diversifié, présente un niveau d'interrelation intense, ainsi que des défis territoriaux communs nécessitant une approche innovante et intégrée. Une vision partagée du territoire valorisant le potentiel de l'espace fonctionnel ouest, articulée autour d'une Stratégie Territoriale Intégrée axée sur trois piliers principaux: la mobilité, l'emploi et le plurilinguisme. Cette stratégie est mise en œuvre à travers des projets structurants ayant un impact significatif sur la vie quotidienne des citoyens transfrontaliers.

3 Stratégie de l'AFO: une approche collaborative pour une vision transfrontalière du territoire

3.1 Une approche innovante et participative
3.2 Schéma de la stratégie
3.3 Les trois axes stratégiques

3 / STRATÉGIE DE L'AFO: UNE APPROCHE COLLABORATIVE POUR UNE VISION TRANSFRONTALIÈRE DU TERRITOIRE

» L'Aire Fonctionnelle Ouest se caractérise par un réseau dense d'interconnexions humaines, culturelles, linguistiques et socio-économiques, soutenu par une coopération institutionnelle à multiniveaux. Malgré leur dynamisme, les territoires mettent en exergue dans leur diagnostic les enjeux persistants et les contraintes qu'impose la frontière aux échanges. Développée de manière participative en mobilisant les acteurs clés des trois territoires et guidée par la volonté de "coopérer pour progresser", cette stratégie territoriale est une composante essentielle du développement intégré et durable du bassin de vie transfrontalier de l'aire fonctionnelle.

Le document stratégique établit une feuille de route collaborative visant à relever les défis quotidiens et à améliorer la qualité de vie des habitants de l'Aire Fonctionnelle Ouest, grâce à une approche participative, holistique et connectée. De plus, il identifie des objectifs et des axes d'action à concrétiser au moyen de projets structurés. Lesquels seront définis et mis en œuvre afin de surmonter les obstacles en matière d'emploi, de mobilité et de communication dans une perspective transfrontalière.

3.1 / UNE APPROCHE INNOVANTE ET PARTICIPATIVE

La citoyenneté au cœur de la Stratégie Territoriale Intégrée.

» La planification stratégique de l'Aire Fonctionnelle Ouest a pris en compte les plans stratégiques et sectoriels des territoires concernés. Elle a également été élaborée de manière collaborative, en tenant compte des contributions reçues par le biais de divers canaux participatifs conçus pour permettre aux acteurs clés et aux citoyens d'apporter leur contribution.

Les diverses initiatives du processus participatif ont facilité la prise en compte des différents points de vue et priorités par rapport aux trois axes stratégiques identifiés dans l'Aire Fonctionnelle Ouest: l'emploi, la mobilité et le plurilinguisme.

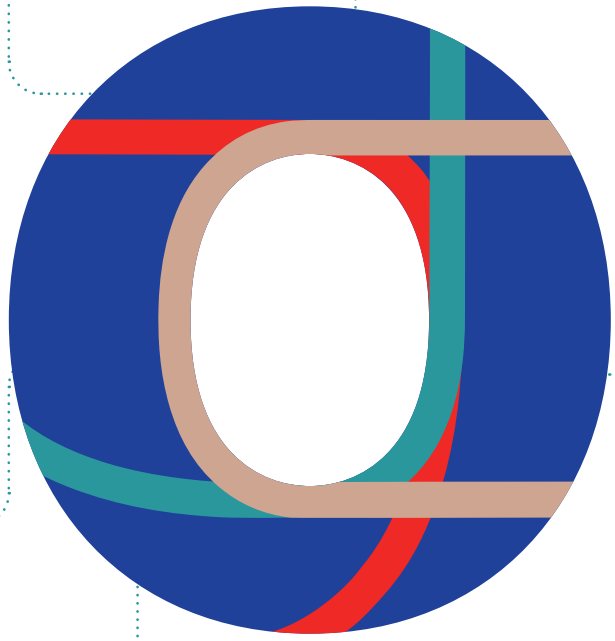
La mobilisation des acteurs locaux, la définition des territoires en fonction de leurs besoins et de leurs capacités, ainsi que la volonté de progresser à partir d'espaces de gouvernance partagée et de coopération transfrontalière, garantissent le succès de cette stratégie et s'alignent sur les principes de l'Objectif Politique 5 du programme INTERREG POCTEFA.

Groupes de travail thématiques

72 Acteurs clés ont participé activement aux groupes de travail thématiques en apportant une vision territoriale et des réflexions stratégiques

Gouvernance multi-niveaux

Processus de leadership partagé avec la participation des gouvernements et des administrations ayant une capacité de prise de décision



Enquête auprès des acteurs clés

66 Agents des trois territoires ont apporté leurs idées et leurs points de vue sur les lignes générales de la stratégie

Enquête auprès des citoyens*

Les citoyens ont contribué par leurs réponses à l'élaboration de la stratégie

Réunions thématiques

Les acteurs clés des trois territoires ont enrichi la stratégie par leur contribution lors de réunions thématiques

(*) enquête en ligne publiée dans les principaux médias des territoires en décembre 2022

3.2 / SCHÉMA DE LA STRATÉGIE

EMPLOI

DÉFI

- Consolider le bassin d'emploi transfrontalier

OBJECTIFS

- Renforcer la connaissance, l'information et l'accompagnement sur le marché du travail

LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS

- Approfondir la connaissance de la réalité territoriale en termes d'emploi
- Animer le réseau des acteurs du marché du travail transfrontalier
- Veiller à l'existence de points d'information et d'orientation

MOBILITÉ

DÉFI

- Promouvoir une mobilité transfrontalière durable, interconnectée et multimodale

OBJECTIFS

- Amélioration des transports transfrontaliers
- Promotion d'une mobilité active et durable

LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS

- Étendre et améliorer l'offre publique de transports transfrontaliers
- Avancer dans l'intégration des billetteries de transport
- Promouvoir le développement de systèmes de mobilité transfrontalière durables et accessibles
- Favoriser les itinéraires transfrontaliers pour les cyclistes et les piétons

PLURILINGUISME

DÉFI

- Surmonter la barrière linguistique

OBJECTIFS

- Promouvoir la connaissance et l'utilisation du basque comme langue commune
- Favoriser l'enseignement et l'apprentissage des langues du territoire

LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS

- Impulser la formation et l'apprentissage de la langue basque
- Renforcer l'utilisation de la langue basque
- Développer l'offre de formation trilingue, son enseignement et son apprentissage
- Favoriser les programmes d'échange et de mobilité

3.3 / LES TROIS AXES STRATÉGIQUES

1 Emploi

» Les régions frontalières intérieures de l'Union européenne couvrent 40 % de son territoire et abritent 30 % de sa population; on dénombre près de deux millions de «navetteurs» frontaliers, dont 1,3 million de travailleurs.

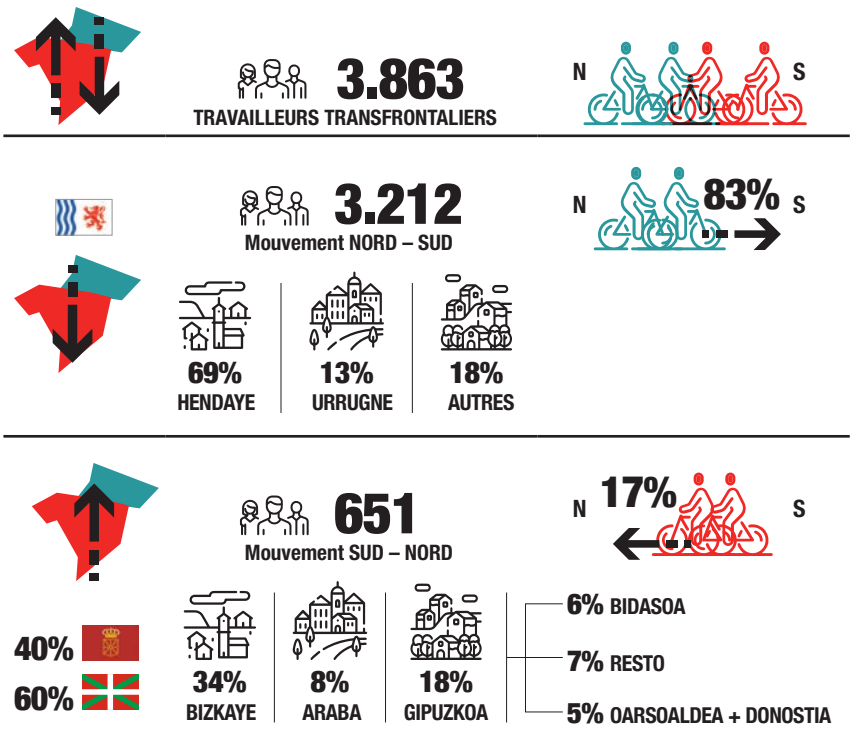
L'emploi est un domaine d'intervention critique en raison de son impact important sur la qualité de vie de la population et sur le développement et la cohésion territoriale.

Malgré les efforts jusqu'à présent déployés dans ce domaine par la coopération transfrontalière, les travailleurs transfrontaliers continuent de se heurter quotidiennement à une série d'obstacles et de difficultés, principalement en ce qui concerne les questions juridiques et fiscales, l'homologation des certificats, etc. qui continuent d'entraver le développement du bassin d'emploi transfrontalier et sa consolidation.

De même, la capacité de se comprendre et de s'exprimer dans la langue dans laquelle l'activité professionnelle doit être exercée et la mobilité physique des travailleurs sont deux domaines interdépendants qui ont un impact direct sur l'emploi.

Les régions frontalières deviennent de véritables laboratoires d'expérimentation et d'intégration du marché unique européen. La coopération transfrontalière est essentielle pour relever les défis auxquels sont confrontés les citoyens européens en matière d'accès à l'emploi et à l'éducation au-delà des frontières nationales. Elle doit donc poursuivre son développement afin que les autorités élaborent des politiques publiques communes adaptées à la complexité du contexte transfrontalier et exploitent tout le potentiel du bassin d'emploi de l'Aire Fonctionnelle Ouest.

Il ressort également de l'analyse des bonnes pratiques (benchmarking), réalisée pour la rédaction de cette stratégie et des études et des diagnostics réalisés à ce jour, qu'il convient également de systématiser les solutions qui se sont avérées efficaces, en adoptant une vision de continuité à moyen/long terme qui contribuera de manière exponentielle à la consolidation du bassin d'emploi de l'Aire Fonctionnelle Ouest au cours des prochaines années.



Source: "Diagnostic de l'emploi transfrontalier" 2016 Eurorégion Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre.

DÉFI

- Consolider le bassin d'emploi transfrontalier

OBJECTIF

- Renforcer la connaissance, l'information et l'accompagnement sur le marché du travail

LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS

- Approfondir la connaissance de la réalité territoriale en termes d'emploi
  - Mise en place d'un système de suivi commun
  - Développement d'expériences pilotes
- Animer le réseau des acteurs du marché du travail transfrontalier
  - Consolider le réseau d'acteurs et systématiser les processus
  - Promouvoir des accords-cadres de coopération entre les structures
- Garantir l'existence de points d'information et d'orientation
  - Mise en place d'un service de «guichet unique»
  - Systématisation des actions de diffusion

DÉFI:
Consolider le bassin d'emploi transfrontaliero
L'impulsion d'un bassin d'emploi transfrontalier ainsi que la recherche et l'utilisation des complémentarités possibles dans la couverture des postes vacants entre les territoires qui composent l'Aire Fonctionnelle Ouest sont des objectifs partagés par les institutions concernées tout au long du processus d'élaboration de cette stratégie. Ces priorités reposent sur des éléments transversaux comme l'égalité et l'inclusion, ce qui implique que les différentes lignes d'action soient déployées en veillant à ce que l'ensemble du public cible dispose des mêmes opportunités.

Les lignes d'intervention et les actions définies dans cette Stratégie Territoriale Intégrée s'articulent autour d'un objectif principal:

Objectif:
1: Renforcer la connaissance, l'information et l'accompagnement sur le marché du travail

Objectif 1: Renforcer la connaissance, l'information et l'accompagnement sur le marché du travail

1.1. Approfondir la connaissance de la réalité territoriale en termes d'emploi

Connaître et tenir à jour les données relatives à la réalité territoriale du marché du travail transfrontalier est une condition essentielle pour pouvoir développer des politiques publiques adaptées à la complexité du contexte transfrontalier et tirer parti de tout le potentiel du bassin d'emploi de l'aire fonctionnelle.

Les acteurs consultés insistent sur l'importance de disposer **d'un système commun de suivi du marché du travail transfrontalier** qui fournisse des informations sur: les travailleurs transfrontaliers, les évolutions et les tendances (actuelles et futures), les synergies, les métiers en tension, les changements dans le profil des demandeurs d'emploi, les compétences, la situation et les changements dans les structures du tissu des entreprises, l'émergence de nouvelles priorités individuelles (flexibilité, télétravail,...) ou collectives (population vulnérable, égalité des genres,...), les nouveaux obstacles et les nouveaux métiers émergents, pour n'en citer que quelques-uns.

À partir de ce suivi, il serait possible d'identifier des secteurs ou un public cible prioritaires sur les trois territoires dans lesquels **développer des actions concrètes ou des expériences pilotes** dans le domaine de l'emploi transfrontalier. Cela permettra de répondre aux besoins partagés pour la couverture des emplois et de faire face à la barrière linguistique et de mobilité. Les résultats de ces expériences seraient également utiles à la mise en œuvre de politiques publiques en matière d'emploi transfrontalier adaptées à la complexité et à la spécificité du territoire fonctionnel ouest.

1.2. Animer le réseau des acteurs du marché du travail transfrontalier

La consolidation du réseau d'acteurs faisant partie du marché du travail transfrontalier permettra de progresser de manière plus efficace pour l'élimination des obstacles (juridiques, fiscaux, administratifs, culturels, liés à la formation, aux barrières linguistiques, etc.) s'opposant à la mobilité transfrontalière.

Actuellement, les doutes et les questions sur le marché du travail transfrontalier (réglementation du travail, fiscalité, mécanismes de soutien, retraite ou allocations, etc.), sont résolus grâce au travail d'information et d'accompagnement réalisé par les différents agents des services impliqués. Toutefois, il n'y a pas de coordination systématique entre eux, d'où la nécessité **d'articuler un modèle de coopération entre les différentes structures pour faciliter le partage de données et l'échange d'information.**

Ce travail de collaboration **permettra l'identification de référents dans chaque structure concernée dans le marché du travail transfrontalie**r, ainsi que d**e systématiser les processus** par lesquels différentes actions peuvent être envisagées, telles que: l'échange de professionnels ou de cellules itinérantes d'information et de soutien aux travailleur·euses et entreprises transfrontaliers, afin de continuer à travailler ensemble dans la recherche de solutions aux problèmes actuels et futurs.

Cette ligne d'action implique également l'impulsion **d'accords-cadres de collaboration entre les structures liées aux services qui font partie de l'écosystème du travail transfrontalier**, suivant l'exemple des accords signés par les services publics de l'emploi (Pôle Emploi et Lanbide) et de la sécurité sociale (CARSAT et INSS). En effet, la coordination efficace des agents qui composent le réseau susmentionné nécessite l'institutionnalisation des engagements pris dans ce domaine et, à terme, une plus grande implication des décideurs politiques des territoires.

À cet égard, il a été souligné que, dans les plans sectoriels de chaque territoire concerné, la question transfrontalière n'est pas présente ou seulement de manière marginale. Il est nécessaire de faire preuve d'un engagement prononcé pour assurer la concrétisation de projets d'impact et l'établissement de partenariats d'envergure, car aujourd'hui, avec une maturité suffisante en matière de coopération transfrontalière, il est possible d'adopter une approche plus ambitieuse dans ce domaine.

1.3. Garantir l'existence de points d'information et d'orientation

La troisième ligne d'action vise à assurer l'existence de points de référence pour informer et guider les personnes travaillant ou à la recherche d'emploi ainsi que les entreprises concernées par l'emploi transfrontalier.

Le pilier européen des droits sociaux en matière d'emploi, de croissance et d'investissement vise à garantir que, d'ici 2030, toutes les personnes aient droit à un soutien pour améliorer leurs perspectives d'emploi. Ces informations sont encore plus pertinentes pour la citoyenneté transfrontalière.

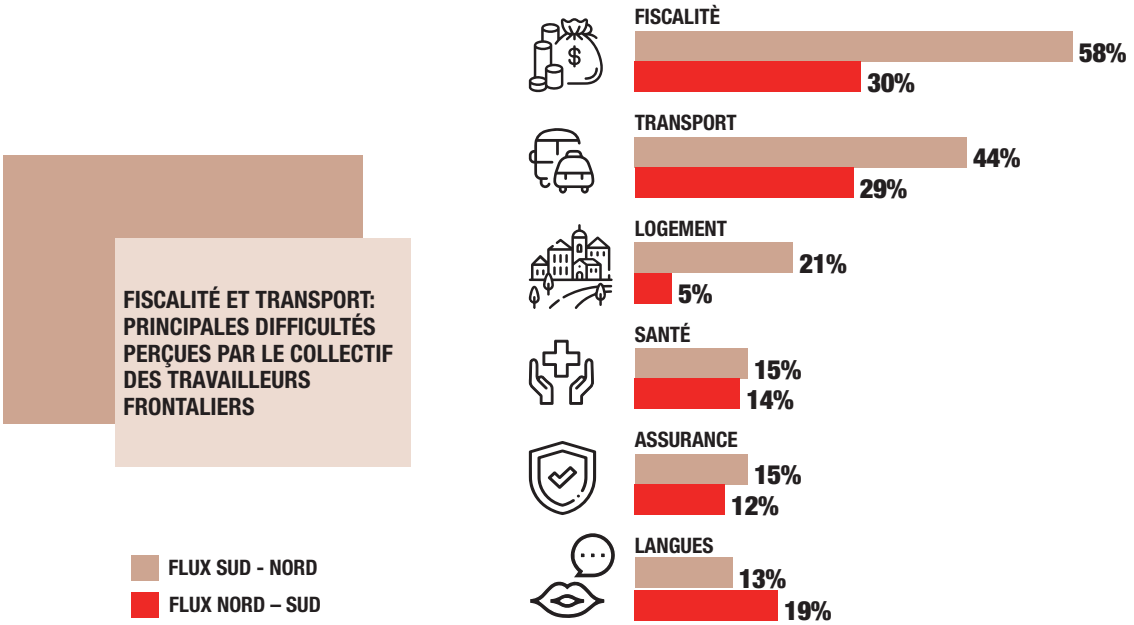
Il ressort des consultations avec les acteurs et des résultats des enquêtes réalisées, qu'il convient **de mettre en place un service de «guichet unique»** ayant une vocation de continuité et de permanence, pour informer, orienter et apporter des réponses aux questions d'ordre socioprofessionnel, réglementaire, fiscal, de formation, etc. Ces sujets continuent de représenter, malgré les efforts réalisés jusqu'à présent, une barrière importante à la consolidation du bassin d'emploi et un frein à l'embauche transfrontalière.

Progresser vers un «guichet unique» et vers des espaces générateurs de sécurité pour les entreprises et les travailleurs sont des actions clés pour la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Aire Fonctionnelle Ouest..

L'inadéquation entre l'offre et la demande de professionnels spécialisés peut entraver le développement futur de certains secteurs. De nombreuses entreprises sont, en effet, confrontées à une pénurie de candidats pour les postes vacants ou en passe de l'être.

Le défi d'attirer et de retenir les talents devient en enjeu partagé et acquiert une importance majeure dans la plupart des entreprises. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur la nécessité de promouvoir des actions visant à favoriser la connaissance interentreprise et à définir des stratégies communes dans le but d'accroître la visibilité et l'attractivité des opportunités d'emploi sur le territoire fonctionnel.

Cela passe **par la systématisation d'actions d'information** (ateliers, conférences, salons de l'emploi transfrontalier, etc.) sur la réalité du bassin d'emploi, les opportunités, les emplois en tension ou encore, les équivalences ou les conditions des travailleurs transfrontaliers.



Source: "Diagnostic de l'emploi transfrontalier" 2016; Eurorégion Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre 2016.

2 Mobilité

» La libre circulation des personnes et des biens est l'un des principes fondateurs de l'Union européenne. Le transport transfrontalier constitue la base de la coopération entre États voisins: une grande partie des personnes qui passent la frontière chaque jour sont originaires de la région voisine. C'est pourquoi, à l'ère de la transition écologique, les transports de proximité, dont notamment les transports publics de proximité - sont d'une importance capitale, car ils assurent les échanges quotidiens et l'intégration d'un territoire commun au-delà des frontières des différents pays.

Le secteur est confronté à des défis majeurs. Les transports doivent se métamorphoser en un nouveau système qui soit accessible, efficace, respectueux de l'environnement et sans danger pour les usagers: un système de transport véritablement durable.

Les transports représentent respectivement entre 25 % et 31 % des émissions de gaz à effet de serre en Espagne et en France

Le Pacte Vert pour l'Europe inclut l'engagement pour que l'Europe devienne le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. En décembre 2020, la Commission a publié le document «Stratégie pour une mobilité durable et intelligente», dans lequel la nécessité d'une action décisive de la part des États pour faire évoluer les systèmes de mobilité actuels vers des modes de transport plus durables a été identifiée.

Dans ce sens, la Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest est alignée sur celle de l'Union Européenne et explore, avec les acteurs et la citoyenneté, des lignes d'action qui permettront de progresser vers un nouveau système de transport multimodale, interconnecté et durable sur le territoire fonctionnel.

La promotion de la mobilité est inhérente à tout projet transfrontalier. En effet, la mobilité a un impact direct sur la cohésion territoriale et sociale et crée des territoires de continuité et d'opportunités où les déplacements quotidiens des citoyens à des fins professionnelles, économiques et/ou de loisirs s'effectuent de manière naturelle.

Cependant, des obstacles dans l'espace transfrontalier continuent de freiner la mobilité des personnes et d'entraver la mise en œuvre d'une offre publique transfrontalière de qualité, véritable alternative à la voiture particulière. L'intégration des services de transport et la promotion de l'intermodalité sont les deux éléments essentiels qui ont été mis en avant par les groupes de travail et les consultations lors du processus d'élaboration de cette stratégie.

Afin de répondre conjointement et de manière complémentaire aux défis du territoire, il est nécessaire de renforcer les connaissances sur la mobilité transfrontalière, ainsi que de construire les bases d'un plus grand échange d'informations permanent et de qualité.

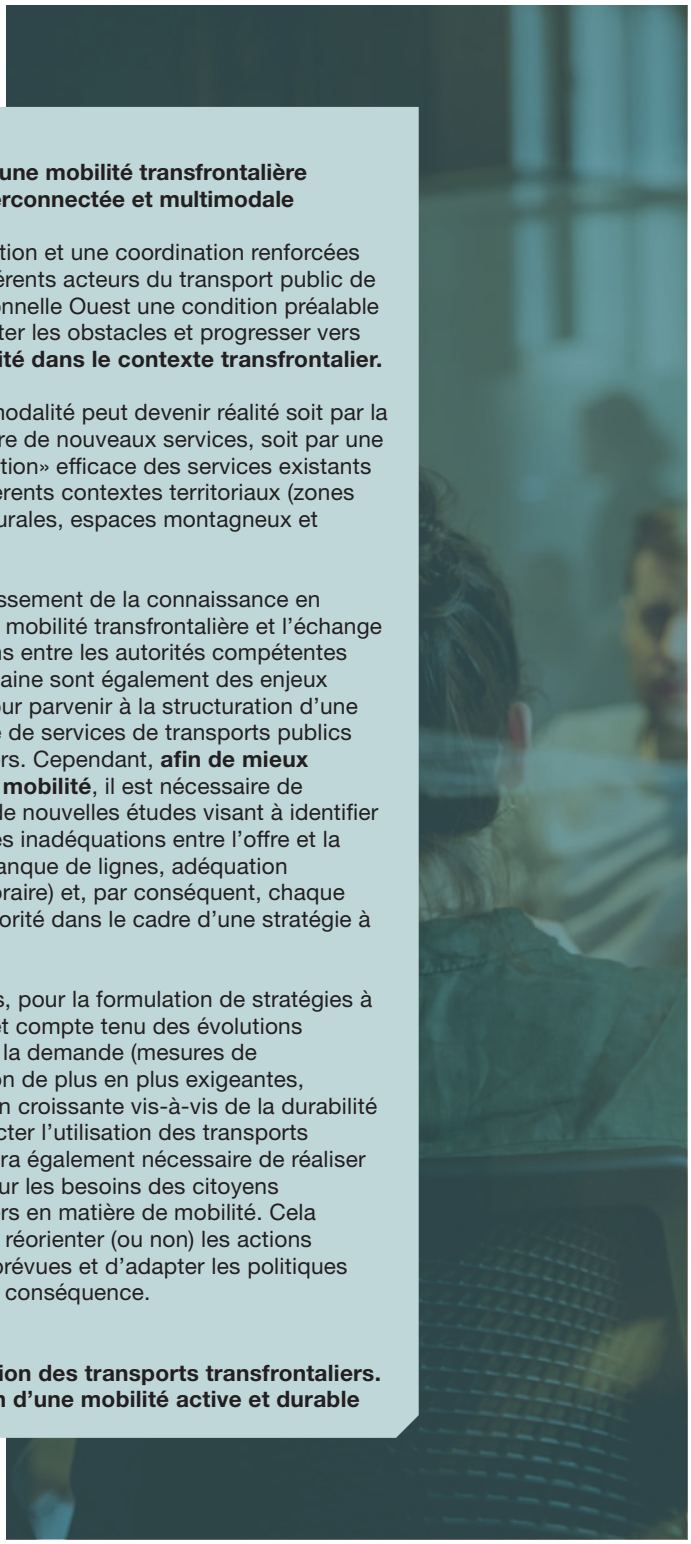
Les nouvelles solutions de mobilité devraient également contribuer à la consolidation du bassin d'emploi transfrontalier en favorisant l'intermodalité entre les centres de population, les nœuds de transport public et les centres d'emploi. Par ailleurs, afin de mieux structurer le territoire, des solutions à des problèmes spécifiques doivent être explorées. C'est le cas des zones rurales, où une approche spécifique est indispensable pour accroître la perméabilité de la frontière et améliorer l'accessibilité et la sécurité routière.

Les projets réalisés jusqu'à présent dans le domaine de la mobilité ont donné naissance à de nouveaux projets de coopération. Des précédents existent, ainsi que des orientations communes et une connaissance mutuelle des acteurs. L'objectif de cette stratégie est donc de garantir la consolidation des partenariats et la structuration des projets dans une ambition de continuité.

DÉFI	OBJECTIFS	LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS	
• Promouvoir une mobilité transfrontalière durable, interconnectée et multimodale	• Améliorer les transports transfrontaliers	• Étendre et enrichir l'offre publique des transports transfrontaliers	• Développer les liaisons ferroviaires transfrontalières • Promouvoir les lignes interurbaines transfrontalières
		• Inciter l'intégration des systèmes de billetterie dans les transports	• Systématiser l'échange d'informations • Poursuivre l'intégration de systèmes de billetterie interopérables
	• Promouvoir une mobilité active et durable	• Encourager le développement de systèmes de mobilité transfrontalière durables et accessibles	• Renforcer les services de mobilité partagée et le réseau de services de soutien • Développer la mobilité électrique, autonome et connectée
		• Favoriser les itinéraires transfrontaliers pour les cyclistes et les piétons	• Poursuivre l'aménagement et la sécurité des itinéraires cyclables et piétonniers transfrontaliers • Trouver des solutions pour couvrir les ruptures d'itinéraires

DÉFI:
Promouvoir une mobilité transfrontalière durable, interconnectée et multimodale

La promotion de la mobilité est inhérente à tout projet structurant et transfrontalier, car elle favorise les territoires de continuité, où les déplacements quotidiens à des fins professionnelles, économiques et/ou de loisirs s'effectuent de manière naturelle. Il s'agit d'étendre, d'optimiser et de consolider l'offre de transport, mais aussi de favoriser la mise en place de systèmes de mobilité transfrontaliers qui contribuent à structurer et dynamiser les territoires dans une approche durable et multimodale. Les lignes d'action prévues dans cette stratégie visent à **l'amélioration et à l'élargissement de l'offre de transport public transfrontalier**. La nécessité d'évoluer vers un système de mobilité transfrontalière de qualité, tout en promouvant des transports publics durables, est une priorité partagée par les citoyens et les agents consultés lors de l'élaboration de cette stratégie.



DÉFI:
Promouvoir une mobilité transfrontalière durable, interconnectée et multimodale

Une coopération et une coordination renforcées entre les différents acteurs du transport public de l'Aire Fonctionnelle Ouest une condition préalable pour surmonter les obstacles et progresser vers **l'intermodalité dans le contexte transfrontalier.**

Ainsi, l'intermodalité peut devenir réalité soit par la mise en œuvre de nouveaux services, soit par une «synchronisation» efficace des services existants dans les différents contextes territoriaux (zones urbaines et rurales, espaces montagneux et côtiers).

L'approfondissement de la connaissance en matière de la mobilité transfrontalière et l'échange d'informations entre les autorités compétentes dans ce domaine sont également des enjeux essentiels pour parvenir à la structuration d'une offre intégrée de services de transports publics transfrontaliers. Cependant, **afin de mieux connaître la mobilité**, il est nécessaire de promouvoir de nouvelles études visant à identifier les principales inadéquations entre l'offre et la demande (manque de lignes, adéquation fréquence/horaire) et, par conséquent, chaque niveau de priorité dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Dans ce sens, pour la formulation de stratégies à long terme, et compte tenu des évolutions possibles de la demande (mesures de décarbonation de plus en plus exigeantes, sensibilisation croissante vis-à-vis de la durabilité qui peut affecter l'utilisation des transports publics), il sera également nécessaire de réaliser des études sur les besoins des citoyens transfrontaliers en matière de mobilité. Cela permettra de réorienter (ou non) les actions initialement prévues et d'adapter les politiques publiques en conséquence.

Objectifs:
1: Amélioration des transports transfrontaliers.
2: Promotion d'une mobilité active et durable

Objectif 1: Amélioration des transports transfrontaliers.

1.1. Étendre et enrichir l'offre publique des transports transfrontaliers

La première ligne d'action de cette stratégie concerne l'extension et l'amélioration de l'offre en matière de transports transfrontaliers. Dans les zones frontalières notamment, les systèmes de transport sont disjoints de part et d'autre, soit en raison de différences dans les infrastructures, soit en raison d'une pénurie ou d'un manque de services dans certaines zones transfrontalières, en particulier dans l'arrière-pays.

En conséquence, la mobilité transfrontalière se fait principalement par l'utilisation de véhicules privés, car le transport public ne garantit pas la perméabilité souhaitée par les habitants. Il est donc essentiel, dans un premier temps, **d'étendre et d'améliorer l'offre de transports**, tant par le rail que par la route. Ainsi, dans le cadre de cette ligne d'action, les efforts se concentreront sur l'avancement de la connexion ferroviaire transfrontalière et ses services de proximité, ainsi que sur les lignes et services interurbains transfrontaliers par la route.

Parmi les différentes propositions recueillies dans les groupes de travail grâce aux résultats des études réalisées dans le cadre du projet TRANSFERMUGARREKIN, la nécessité de continuer à **promouvoir la connexion ferroviaire transfrontalière** s'est confirmée. Une première phase de travail consisterait en l'élimination de l'effet frontière et, avec elle, la connexion réelle et effective des réseaux de proximité et régionaux TER.

De cette manière, il s'agit de progresser pour que les opérateurs

ferroviaires titulaires de contrats de service public au nord et au sud de la frontière établissent des correspondances dans les gares d'Hendaye et d'Irun, respectivement. En ce qui concerne la liaison ferroviaire transfrontalière, la rupture de charge existante ne permet pas aux services suburbains du pôle de Saint-Sébastien (Donostia) d'assurer un service au-delà de la frontière, ni aux services TER régionaux de Nouvelle-Aquitaine d'atteindre l'autre côté de la Bidassoa. Par conséquent, la liaison ferroviaire transfrontalière n'est assurée que par Euskotren, qui opère sur l'écartement métrique du réseau ferroviaire basque jusqu'à Hendaye. Face à cette problématique, les voyageurs sont contraints d'effectuer un changement, ce qui ne facilite pas la mobilité transfrontalière.

En outre, et dans le but d'améliorer l'interconnexion au sein du territoire fonctionnel et de promouvoir un système de transport intégral et accessible à tous, cette ligne d'action propose de favoriser des actions spécifiques visant à **promouvoir les lignes interurbaines**, en parallèle à l'électromobilité, conformément aux objectifs de décarbonation, à l'instar de la ligne régulière reliant Irun et Hendaye.

Les passages frontaliers à l'intérieur de l'Aire Fonctionnelle Ouest sont les endroits les plus touchés par la pénurie et l'absence de transport public. À titre d'exemple, il n'existe pratiquement pas de services réguliers d'autocars reliant la Communauté de Navarre à la région Nouvelle-Aquitaine.

Dans le prolongement de ce qui précède, afin de promouvoir la mobilité durable, il est nécessaire d'éliminer, dans la mesure du possible, les **ruptures de parcours**. Il convient donc de poursuivre le travail en vue de la **modernisation ou de la création de nouvelles liaisons intermodales,** assurant des connexions avec les différents moyens de transport (train/tram/bus) mais aussi avec d'autres modes de transport ayant un impact environnemental moindre (vélos, scooters électriques, covoiturage, etc.), en prêtant une attention particulière aux points où la circulation est régulièrement dense et qui peut connaître en outre une intensification à certains moments de l'année.

1.2. Avancer dans l'intégration des billetteries de transport

L'approfondissement de la connaissance de la mobilité transfrontalière et l'échange d'informations sont des enjeux essentiels pour parvenir à une offre intégrée de services de transports publics transfrontaliers. Les groupes de travail ont mis en évidence la nécessité de pallier la méconnaissance des déplacements transfrontaliers dans chaque territoire, ainsi que celle des liaisons existantes. Cette lacune doit être comblée afin d'évoluer vers une stratégie de mobilité durable et intégrée pour les territoires. De même, il est nécessaire de mettre en place des solutions efficaces pour **améliorer les flux d'échange d'informations** entre les autorités compétentes en la matière.

Il faudra aussi poursuivre le travail entamé par des projets tels que E-mobask, visant, entre autres, à offrir aux usagers la possibilité de payer et de valider leurs déplacements avec leur carte de transport public habituelle de l'autre côté de la frontière (MUGI, Txik Txak...). À cette fin, la collaboration entre les autorités compétentes de l'aire fonctionnelle est essentielle afin de faciliter, **par l'intégration de systèmes de billetterie interopérables** et l'amélioration de l'information disponible, l'accès aux réseaux de transport public pour les citoyens et les visiteurs de la zone transfrontalière. L'ambition ultime d'une telle intégration est de tendre vers une billetterie interopérable au bénéfice des usagers.

Tout ceci contribuera à améliorer l'expérience du voyageur, facilitant ainsi l'utilisation des transports publics. Il est donc nécessaire de continuer à développer le processus d'intégration des données et des titres de transport des différents opérateurs et administrations, afin de répondre aux besoins de la population transfrontalière et, par extension, à ceux des visiteurs du territoire.

Objectif 2: Promotion d'une mobilité active et durable

2.1 Encourager le développement de systèmes de mobilité transfrontalière durable et accessible

La mise en œuvre de ce type de projets innovants nécessite des partenariats public-privé entre les différents secteurs impliqués dans les nouveaux services de mobilité durable afin de développer des initiatives ayant un triple impact: social, environnemental et économique.

Les consultations effectuées auprès des acteurs et des citoyens ont également révélé la nécessité de continuer à soutenir une mobilité active, comme alternative à la voiture particulière, car elle est plus durable, plus économique et plus saine. En favorisant le développement de systèmes transfrontaliers de mobilité durable et accessible, il sera possible de garantir des réseaux de services d'appui et de réduire, dans une certaine mesure, les ruptures de certains trajets transfrontaliers.

Cette ligne d'action montre que, bien que des alternatives à la voiture particulière existent, comme les transports publics, la micro-mobilité reste l'un des moyens les plus accessibles et les plus durables pour se déplacer. De plus, la micro-mobilité représente une excellente solution pour se déplacer en utilisant des moyens de transport légers, dont les émissions sont nettement inférieures à celles d'un véhicule conventionnel.

Cette approche vise également à stimuler **le développement de l'électromobilité (autonome et connectée) et l'amélioration de l'efficacité énergétique** des transports sur le territoire fonctionnel, ce qui devrait permettre l'émergence de projets à forte valeur ajoutée autour des acteurs de la chaîne de valeur du secteur, assortis de solutions dans le domaine de la mobilité électrique, autonome, connectée et partagée.

2.2 Favoriser les itinéraires transfrontaliers pour les cyclistes et les piétons

La mobilité active doit être une modalité fondamentale dans le cadre d'une approche stratégique et intégrée de la mobilité transfrontalière. Les acteurs du territoire s'accordent à dire que la stratégie doit créer les conditions nécessaires pour que les citoyens puissent compter sur différents modes de déplacement transfrontalier. Continuer à promouvoir la **création de nouveaux tronçons et/ou itinéraires, ou l'amélioration des itinéraires cyclables et piétonniers frontaliers existants** sont des priorités ; surtout dans les zones de circulation dense et où l'offre de transport public est faible.

De plus, les itinéraires cyclables doivent être équipés de services d'accompagnement (parkings à vélos sécurisé, points d'autoréparation, etc.), afin d'encourager leur utilisation par la population. Par ailleurs, les voies piétonnes et/ou cyclables existantes ou nouvellement créées doivent être intégrées à la planification du système de transport transfrontalier et conçues selon des critères d'intermodalité, dans le but de faciliter les déplacements quotidiens des personnes. De même, les acteurs consultés insistent sur la nécessité de promouvoir des solutions partagées en cas de rupture d'itinéraire.

Afin de faciliter les déplacements sans avoir recours à son véhicule particulier, les nœuds intermodaux doivent être pratiques et attrayants et doivent mettre à disposition des usagers des services d'accompagnement (racks à vélos, bornes de recharge pour les vélos électriques, etc.). Dans le même ordre d'idées, les parkings relais s'inscrivent dans cette démarche dont l'objectif est de favoriser l'utilisation des transports en commun sur une partie du trajet et d'encourager le covoiturage.

Le développement des voies vertes s'est avéré avoir un impact important sur le secteur des loisirs et du tourisme et, par conséquent, sur le développement économique du territoire transfrontalier. De plus, des projets réussis tels qu'Ederbidea ont développé leurs initiatives d'image de marque touristique du territoire au moyen de pistes cyclables.

Le bilan positif des précédentes initiatives de coopération dans le domaine de la mobilité durable a établi les bases pour promouvoir la coordination des politiques publiques des administrations en faveur de la mobilité active dans la zone fonctionnelle transfrontalière. Dans ce sens, il est nécessaire de soutenir les initiatives intégrant des plans de sensibilisation à la mobilité active qui encouragent un changement d'habitudes, afin que, en parallèle à l'amélioration de la sécurité des itinéraires, les défis de l'Aire Fonctionnelle Ouest soient relevés.

AFoMeF
Mendebaldeko Eremu Funtzionala
Área Funcional Oeste
Aire Fonctionnelle Ouest
VELO
KENDA

3 Plurilinguisme

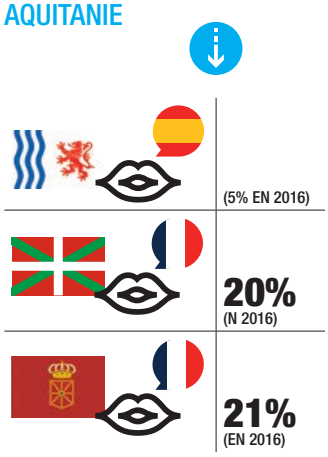
» L'impossibilité de communiquer dans la langue voisine constitue un véritable obstacle à l'emploi transfrontalier, à la mobilité et à la coopération économique, éducative et culturelle. Le plurilinguisme de la population constitue donc un facteur déterminant dans le développement et la consolidation d'un bassin de vie transfrontalier.

La diversité linguistique et culturelle du territoire fonctionnel concerné par cette stratégie est synonyme de richesse, mais elle constitue également un obstacle majeur à l'exploitation des opportunités et des potentialités du territoire.

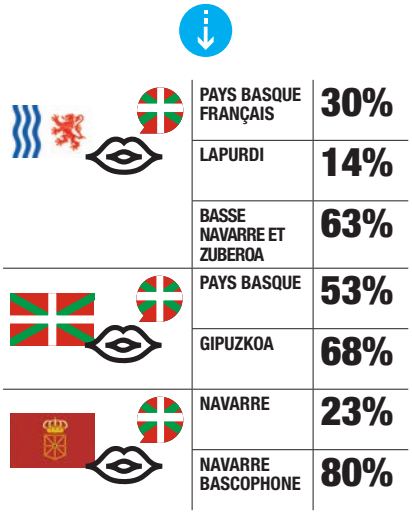
La question des langues et des projets visant à surmonter la barrière linguistique dans la coopération transfrontalière est une priorité constante. Sa pertinence a été confirmée et renforcée par les différents outils méthodologiques utilisés dans la rédaction de ce document: groupes de travail, entretiens et enquêtes auprès des agents et des citoyens.

Lorsque l'on aborde la question des langues dans l'Aire Fonctionnelle Ouest, on observe des réalités différentes (connaissance, utilisation, présence en milieu scolaire, professionnel, etc.) en ce qui concerne les trois langues du territoire: le basque, l'espagnol et le français. Dans cette diversité se trouve le basque qui a des spécificités qui le distinguent des deux autres langues. Le basque, présent en Euskadi, en Navarre et dans les Pyrénées Atlantiques, est la langue commune qui peut servir de lien et de moyen de communication au-delà des frontières entre les territoires. Cependant, sa connaissance et son utilisation sont très hétérogènes au sein de chacun des territoires qui constituent l'Aire Fonctionnelle Ouest. Pour le basque, il existe des partenariats ou des protocoles de collaboration durables qui témoignent d'engagements clairs en faveur de sa promotion. Les singularités déjà évoquées expliquent l'existence, dans cette stratégie, de lignes d'action générales pour les trois langues et de lignes spécifiques où l'accent est porté sur la promotion de l'euskara.

FAIBLE CONNAISSANCE DU FRANÇAIS EN EUSKADI ET NAVARRE ET DE L'ESPAGNOL EN NOUVELLE-AQUITANIE



POPULATION BASCOPHONE ET BASCOPHONE PASSIVE*



* Population qui comprend l'euskara

Source: "Diagnostic de l'emploi transfrontalier" 2016 Eurorégion Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre.

DÉFI	OBJETCTIFS	LIGNES D'INTERVENTION ET D'ACTIONS	
• Surmonter la barrière linguistique	• Favoriser la connaissance et l'utilisation du basque comme langue commune	• Impulser la formation et l'apprentissage de la langue basque	• Promouvoir la formation commune • Encourager la mobilité et les échanges transfrontaliers • Avancer dans les lignes de recherche pour une meilleure connaissance et promotion de l'euskera
		• Renforcer l'utilisation de la langue basque	• Favoriser la structuration de programmes de mobilité et d'échange • Développer les initiatives visant à l'utilisation de l'euskara dans la sphère socio-économique • Favoriser et structurer l'offre d'outils numériques
	• Promouvoir l'enseignement et l'apprentissage des langues du territoire	• Développer l'offre de formation trilingue, son enseignement et son apprentissage	• Promouvoir le développement d'un modèle éducatif trilingue • Soutenir le développement d'outils pédagogiques trilingues • Favoriser la formation des enseignants plurilingues
		• Favoriser les programmes d'échange et de mobilité	• Lancer des programmes de mobilité pour les professionnels et les étudiants

DÉFI:
Surmonter la barrière linguistique
La stratégie territoriale intégrée accorde une place de choix à la question du plurilinguisme de la population, qui est en interaction évidente avec les deux autres axes prioritaires analysés dans ces documents: l'emploi et la mobilité. La barrière linguistique est un obstacle transversal à ces deux axes qui composent cette stratégie.

L'intégration n'est possible que si les barrières linguistiques disparaissent ou s'estompent. Les difficultés de communication découlant de la méconnaissance de la langue "voisine" doivent être surmontées par des stratégies de politique linguistique partagées et intégrées entre les autorités compétentes et les agents du territoire fonctionnel ; sans une telle coopération, il sera difficile de faire disparaître les barrières linguistiques. Les compétences linguistiques, sociales et interculturelles sont des composantes essentielles d'un développement positif des régions frontalières et la base d'une future coopération transfrontalière.

Des mesures doivent être adoptées pour remédier aux menaces sur le plurilinguisme, parmi lesquels se trouve le recul de l'enseignement du français, qui fait face à la prépondérance et à la progression croissante de l'anglais, accentuées par le développement de l'environnement numérique. Sans oublier les limites réelles de l'apprentissage du basque au Pays basque nord et au défi que représente la croissance de son utilisation sur le territoire. Les tendances et les facteurs qui illustrent la réalité (et que des études antérieures ont déjà identifiés et analysés) en matière de connaissance et d'utilisation des langues dans l'Aire Fonctionnelle Ouest reflètent la nécessité d'agir de manière proactive.

Un élément transversal commun aux deux objectifs est la nécessité de soutenir les campagnes de sensibilisation au plurilinguisme et l'importance de la connaissance des trois langues afin de faire prendre conscience aux citoyens transfrontaliers de la valeur et de la richesse potentielles d'un espace fonctionnel culturellement et linguistiquement diversifié et de progresser vers la généralisation de l'utilisation de ces langues.

Objectifs:
1: Favoriser la connaissance et l'utilisation du basque comme langue commune.
2: Promouvoir l'enseignement et l'apprentissage des langues du territoire.

Objectif 1: Favoriser la connaissance et l'utilisation du basque comme langue commune.

1.1.
Impulser l'enseignement et l'apprentissage de la langue basque

Dans cette ligne d'action, il est proposé de passer des accords entre les administrations, les organismes et les agents linguistiques pour continuer **à impulser des initiatives conjointes de formation en langue basque**. Cela est censé obtenir des résultats face à des problèmes spécifiques tels que: la double certification en euskara, la définition des certificats, l'harmonisation des critères, l'évaluation des compétences linguistiques, ainsi que d'éviter des ruptures de cursus au niveau de l'enseignement supérieur pour les étudiants du Pays basque nord dans la Communauté Autonome Basque et dans la Communauté Autonome de Navarre.

Dans ce domaine, il est également possible de mettre **en place des initiatives de recherche** visant à analyser en profondeur différentes questions afin de connaître les besoins en formation. Cela à travers le développement des outils de mesure permettant de mieux connaître la demande d'apprentissage des langues et à travers la systématisation des actions de suivi et d'évaluation de l'impact des actions réalisées, etc. Ce qui permettra d'apporter une réponse mieux adaptée aux questions de politique linguistique relative à l'euskara dans la Zone Fonctionnelle Ouest.

Les agents consultés confirment aussi la nécessité d'exploiter les avantages de la numérisation, de développer des plateformes d'apprentissage, et d'innover en la matière, de créer du matériel didactique pour l'apprentissage de la langue basque grâce au développement d'outils numériques et audiovisuels de qualité adaptés au public cible.

Les programmes d'échange et de mobilité sont soutenus par une grande majorité des agents consultés, **qui soulignent la nécessité de structurer l'offre de ce type de programmes transfrontaliers** afin de renforcer la formation des enseignants de la langue basque. Dans cet esprit, des projets intéressants pourraient être mis en œuvre pour encourager la mobilité afin de favoriser l'apprentissage de la langue commune et la promotion de la **connaissance de la culture basque.**

1.2. Renforcer l'utilisation de la langue basque

Parmi les contributions qualitatives recueillies, il convient de souligner l'importance de dépasser la sphère de l'éducation et de promouvoir l'utilisation de la langue basque dans la "rue", afin qu'elle soit davantage vécue, entendue et utilisée dans la vie quotidienne des citoyens transfrontaliers et qu'elle contribue à la normalisation de la langue commune.

Il est crucial d'accroître les occasions d'emploi du basque dans des contextes informels (loisirs, sport, culture, etc.). Le renforcement de la présence de l'euskara dans ce domaine peut servir d'élément de cohésion et contribuer à faire progresser son utilisation quotidienne.

Dans cette ligne d'action, il s'agit d'encourager **la structuration de programmes de mobilité transfrontalière en basque** et, bien qu'elle s'adresse à tous les citoyens, c'est auprès des jeunes que les efforts doivent essentiellement se porter ainsi que sur la promotion du développement de programmes transfrontaliers dans le cadre scolaire pour les élèves qui suivent un enseignement bilingue ou d'immersion. Par ailleurs, en dehors du milieu scolaire (activités périscolaires, camps, etc.), l'offre d'initiatives de qualité en matière de loisirs, de sport et de culture peut générer une demande et une consommation de langue basque qui renforcera son utilisation dans la sphère des loisirs.

Bien que la question du multilinguisme sur le marché du travail ait déjà été abordée dans la partie consacrée à l'emploi, nous souhaitons également souligner ici l'importance qu'il y a à **encourager les initiatives visant à promouvoir l'utilisation de la langue basque dans la sphère socio-économique.** Pour le cas particulier du basque, l'accord conclu en 2021 entre le Gouvernement de Navarre, le Gouvernement Basque et l'Office Public de la Langue Basque établit déjà la sphère socio-économique comme l'un des domaines d'application des engagements pris et des mesures destinées à accroître la présence et l'utilisation de la langue basque, notamment dans les commerces et les services de proximité.

C'est précisément la ligne consistant à favoriser **la diffusion de projets culturels, sportifs et de loisirs en langue basque** qui a recueilli le plus fort consensus en termes de priorité parmi les agents qualifiés qui ont apporté leur "voix" lors de l'enquête sur ce sujet. En résumé, il s'agit de dépasser le cadre de l'enseignement et de promouvoir son utilisation dans la "rue". Bien que cette ligne d'action s'adresse à tous les citoyens, elle est particulièrement intéressante pour les jeunes.

La promotion et la structuration de l'offre d'outils numériques sur le territoire concerné par cette stratégie peut contribuer de manière décisive à la promotion de la connaissance et de l'utilisation de la langue basque comme langue commune afin de renforcer la coopération sur le territoire fonctionnel. L'analyse des bonnes pratiques réalisée a permis de détecter des projets intéressants qui utilisent la numérisation comme base d'optimisation de l'apprentissage des langues. En conséquence, le fait de tirer profit des avantages de la numérisation, ainsi que le développement et l'innovation en matière de plateformes d'apprentissage du basque sont autant d'éléments qui peuvent contribuer de manière décisive à une plus grande utilisation de la langue.

Objectif 2: Promouvoir l'enseignement et l'apprentissage des langues du territoire.

2.1. Développer l'offre de formation trilingue, son enseignement et son apprentissage.

La société transfrontalière est confrontée au défi de renforcer la connaissance des langues du territoire fonctionnel en tant qu'instrument essentiel pour surmonter la barrière linguistique, consolider la cohésion sociale et favoriser le développement économique.

La nécessité de stimuler le **développement d'un modèle éducatif trilingue** a été identifiée comme une ligne d'action fondamentale. Malgré de réelles difficultés à pourvoir un cursus éducatif complet, comme en témoignent les écoles trilingues (LarrunEskola, une école subventionnée de Donostia-San Sebastián et Luzaide/Valcarlos-Arnegi, une école publique), les agents et les citoyens qui ont participé au processus d'élaboration soulignent l'importance de promouvoir le plurilinguisme dès le stade initial de l'enseignement. Un des avantages d'agir à ce stade, outre la garantie d'un contact précoce avec les langues, l'exposition à la diversité et à la richesse culturelles du territoire fonctionnel, figurent la progression vers l'égalité des chances, la cohésion sociale et le développement économique. Le milieu scolaire constitue un espace primordial pour promouvoir l'apprentissage des langues. L'enseignement effectif des langues présentes dans (le basque, l'espagnol et français) dans le milieu éducatif est fondamental et constitue un vecteur clé qui conditionnera largement la formation linguistique de la population transfrontalière et stimulera la coopération territoriale.

Cette démarche touchant aux programmes éducatifs est à la fois ambitieuse et complexe et nécessite une approche systématique et globale (crèches / parents / écoles / administration / académie) si l'objectif est d'accomplir une avancée significative dans le renforcement des compétences de communication au sein de la population du territoire fonctionnel.

La **recherche en matière d'éducation** occupe une place fondamentale dans cette ligne d'action, d'où la nécessité de favoriser l'innovation dans le domaine du plurilinguisme afin de promouvoir des projets expérimentaux et d'avancer dans le développement d'un modèle éducatif trilingue adapté aux besoins des écoles et des élèves transfrontaliers. Cela se réalisera par le biais de l'étude de l'évolution des tendances, l'analyse des approches pédagogiques émergentes, le développement de programmes d'apprentissage et de modèles d'évaluation spécifiques, le développement d'outils pédagogiques numériques, l'identification de bonnes pratiques dans d'autres frontières, etc.

Le développement de cet axe nécessite de travailler en parallèle sur différentes dimensions. Les groupes de travail s'accordent sur la nécessité d'améliorer la relation entre l'éducation et le marché du travail afin d'augmenter les connaissances et les compétences linguistiques du corps enseignant plurilingue, car la pénurie de profils spécifiques limite les possibilités d'offre trilingue dans l'enseignement réglementé et constitue un frein important au développement de ce modèle éducatif. C'est pourquoi il est important de promouvoir des accords avec des universités et des centres d'enseignement afin de **favoriser la formation en langues et en méthodologies d'enseignement plurilingue pour les enseignants** (écoles maternelles/primaires et crèches). Dans le même ordre d'idées, on peut citer la formation linguistique des formateurs, des éducateurs de loisirs et des activités de loisirs.

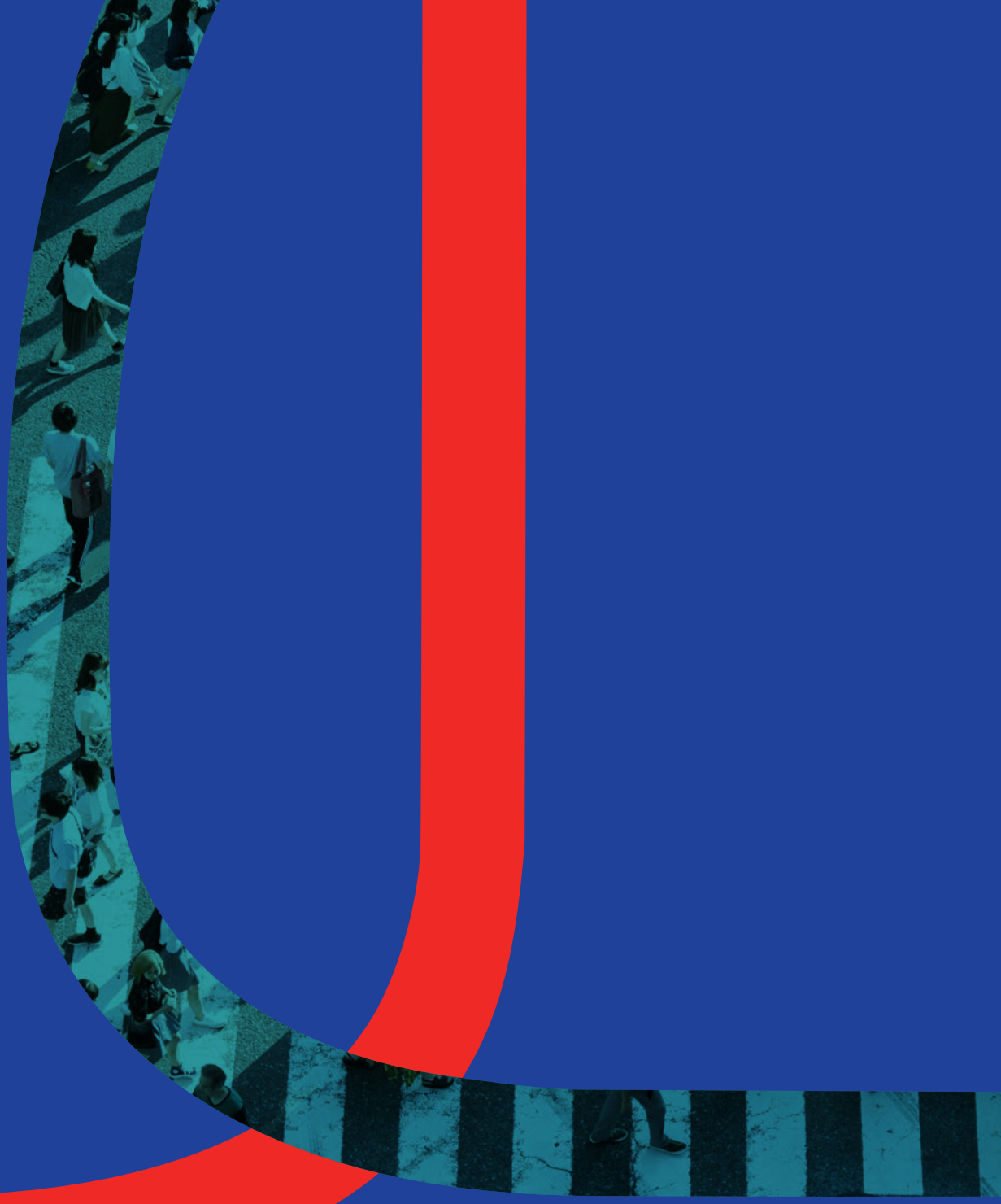
2.2. Favoriser les programmes d'échange et de mobilité.

Les programmes d'échanges linguistiques recueillent l'assentiment d'une grande majorité des agents consultés et des citoyens eux-mêmes, qui réclament une offre attrayante et variée, ainsi qu'une meilleure accessibilité.

Dans cette ligne d'action, **l'élaboration de programmes d'échanges, tant scolaires qu'extrascolaires, axés sur les aspects linguistiques et culturels,** est considérée comme un moyen supplémentaire d'avancer vers une maîtrise pratique accrue des langues, une compréhension des diverses cultures, tout en favorisant la création d'espaces de confiance et le renforcement des niveaux de coopération transfrontalière entre les établissements.

Les diverses expériences de mobilité menées dans les centres de formation et par les professeurs ont obtenu des évaluations très positives et peuvent être une source d'inspiration pour de futurs projets, tels que: Eskola Futura, KOMPAR, Erasmob... Il s'agit à présent de les renforcer, grâce à la stratégie territoriale intégrée, en favorisant la structuration de programmes d'échanges et de mobilité pour soutenir la coordination entre les centres (réseaux de centres) et augmenter l'impact des actions par le biais des échanges, visites, correspondances, rencontres scolaires, créations de nouveaux outils pédagogiques partagés, coordinations des initiatives, campagnes de communication et de sensibilisation communes, etc.

De même, les consultations menées ont révélé la nécessité d'étendre les actions de mobilité à des cursus de formation où elles sont peu présentes, par exemple dans la formation professionnelle, ou de favoriser la formation linguistique continue par l'échange de travailleurs publics ou professionnels grâce à la mise en œuvre de programmes spécifiques.



4 Suivi Strategique

4.1 Modèle de suivi
4.2 Indicateurs stratégiques

4.1 / MODÈLE DE SUIVI

» La Stratégie Territoriale Intégrée est conçue comme un document dynamique qui peut aborder les défis et les priorités des territoires qui composent l'Aire Fonctionnelle Ouest au cours de la nouvelle période de programmation du POCTEFA (2021-2027).

En ce sens, il est crucial de mettre en œuvre un modèle de suivi spécifique pour superviser et ajuster la planification stratégique. Ceci assurera l'exécution effective des actions proposées et un suivi continu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs définis dans ce document stratégique.

L'approche et les outils utilisés pour le suivi de cette stratégie incluent les éléments suivants:

Indicateurs d'impact: des indicateurs clairs et mesurables ont été établis pour refléter les objectifs et les défis de la stratégie territoriale. Ces indicateurs permettront de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques contenus dans ce document.

Évaluation et révision périodiques: des rapports annuels seront réalisés, ainsi qu'un rapport final détaillé sur l'état d'avancement de la Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest à la clôture du POCTEFA. Ces rapports doivent mettre en évidence les réalisations et les défis identifiés, tout en présentant des recommandations claires pour améliorer la stratégie territoriale intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest dans le futur.

Transparence et responsabilité:

- **Niveau stratégique:** le comité de pilotage (COPIL) de la gouvernance de l'Aire Fonctionnelle Ouest est l'organe de suivi suprême de la stratégie.

- **Niveau opérationnel:** l'équipe de l'Aire Fonctionnelle Ouest de l'Eurorégion Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre, supervise la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie. En collaboration avec le comité technique de la gouvernance de l'Aire Fonctionnelle Ouest, elle est chargée de collecter les données, de suivre les progrès et de proposer des mesures correctives si nécessaire au comité de pilotage.

Communication et diffusion: garantir depuis le niveau opérationnel la communication régulière des résultats du suivi à toutes les parties prenantes, favorisera la transparence et permettra à l'ensemble de la communauté transfrontalière d'être informée des progrès accomplis et des éventuels défis à venir. Le retour d'information de la communauté peut fournir des informations précieuses sur la perception et l'expérience des personnes bénéficiant des projets implantés dans le cadre de la stratégie territoriale.

4.2 / INDICATEURS STRATÉGIQUES

1. Organisations (publiques et privées) coopérant au-delà de la frontière de l'Aire Fonctionnelle Ouest
2. Nombre de projets soumis dans le cadre de l'appel à projets POCTEFA Aire Fonctionnelle Ouest
3. Nombre de projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets POCTEFA Aire Fonctionnelle Ouest
4. Volume des fonds FEDER mobilisés par des projets développés dans le cadre de la Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest

5 Investissement total dans des projets mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest

6 Solutions développées conjointement par les projets menés dans l'Aire Fonctionnelle Ouest

7 Accords administratifs ou juridiques conjoints signés dans le cadre de l'Aire Fonctionnelle Ouest

8 Personnes physiques concernées par des accords administratifs ou juridiques conjoints signés

9 Nombre de bénéficiaires (particuliers ou entreprises) des actions et initiatives mises en œuvre dans l'Aire Fonctionnelle Ouest

10 Nombre d'actions de communication dans le cadre de l'Aire Fonctionnelle Ouest

5 Projets transfrontaliers inspirateurs: coopérer sans frontières

5 / PROJETS TRANSFRONTALIERS INSPIRATEURS: COOPÉRER SANS FRONTIÈRES

» La coopération transfrontalière repose sur le partage de solutions pour résoudre des problèmes qui dépassent les frontières. Dans ce sens, son développement nécessite l'établissement de liens de collaboration solides, d'espaces de réflexion partagés, la médiation de structures de gouvernance efficaces et une communication fluide avec tous les acteurs du territoire ainsi qu'avec les citoyens. En alignant les objectifs de la Stratégie Territoriale Intégrée de l'Aire Fonctionnelle Ouest sur les priorités stratégiques des territoires impliqués, priorité est donnée aux projets générant des synergies et des complémentarités entre les différents secteurs, favorisant ainsi la transversalité, la continuité et l'impact sur la vie quotidienne des citoyens transfrontaliers.

Le processus d'analyse de bonnes pratiques s'est concentré sur l'examen de divers projets menés dans d'autres régions transfrontalières européennes, dans le but d'identifier et de recueillir des initiatives inspirantes ciblant les trois axes stratégiques prioritaires de cette stratégie: l'emploi, la mobilité et le plurilinguisme. Par conséquent, des projets pertinents, susceptibles d'être adaptés à l'Aire Fonctionnelle Ouest, ont été analysés.

PLURILINGUISME

01 / France/Belgique/Allemagne/Luxembourg

https://www.eurodistrict-pamina.eu

02 / Italie/Slovénie

http://www.eduka2.eu/eng/project-activities/

03 / France/Belgique

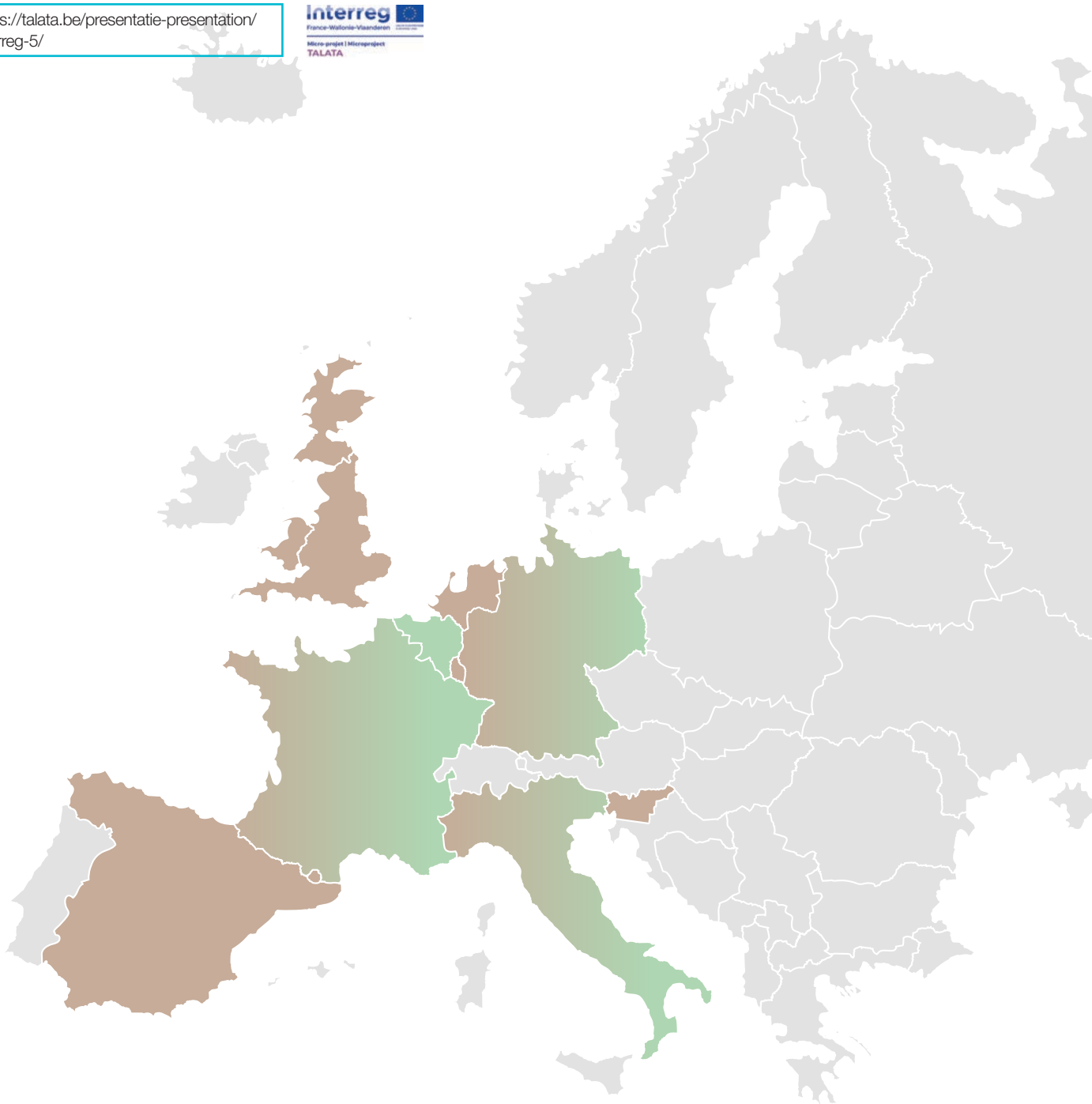
https://talata.be/presentatie-presentation/interreg-5/

04 / France/Allemagne/Hollande

https://www.interregemr.eu/projets/eur-friends-fr

05 / France/Belgique/Allemagne/Luxembourg

https://ressources.sesamgr.eu/#/



EMPLOI

01 / France/Allemagne

https://reussirsansfrontiere.eu

02 / France/Allemagne

https://www.interreg-rhin-sup.eu/projet/emploi-360-eurodistrict-strasbourg-ortenau-un-marche-de-lemploi-ouvert-a-360/

03 / France/Belgique

https://www.act-emploi.eu

04 / France/Belgique

https://emploi-sans-frontieres.eu/accueil/emploi-sans-frontieres-le-projet/

05 / France/Belgique

http://www.grenzelooscompetent.eu/fr

06 / France/Belgique

https://www.enavant-vooruit.eu

MOBILITÉ

01 / France/Allemagne

https://www.eurodistrict-pamina.eu

02 / France/Italie

https://interreg-maritime.eu/fr/web/mobimart/realisations

03 / Espagne/France/Andorre

https://www.ledepartement66.fr/le-projet-connect/

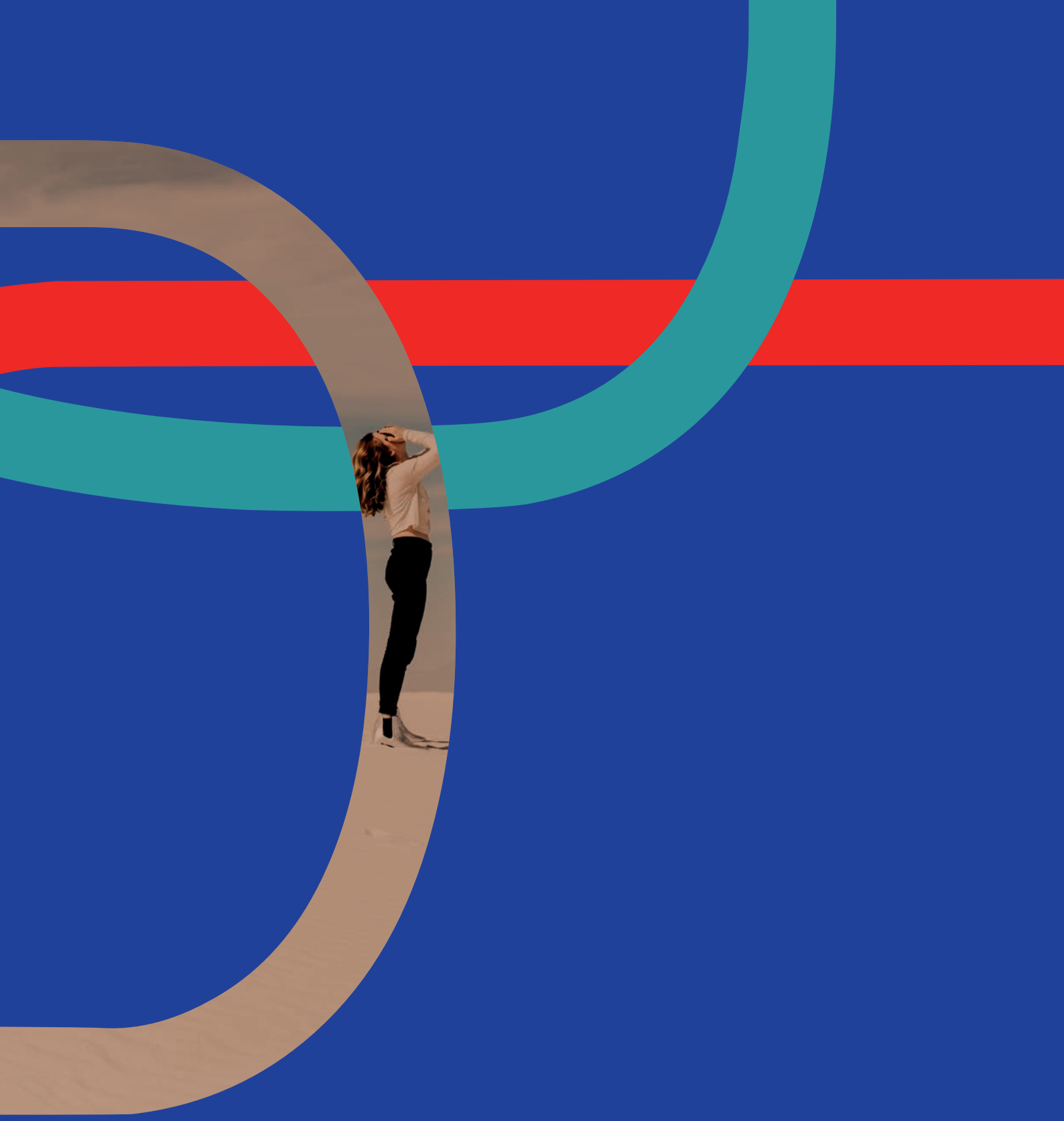
04 / France/Allemagne

https://interreg-gr.eu/projets-2014-2020/

05 / France/Royaume-Uni/Belgique/Hollande

https://www.interreg2seas.eu/en/MOBI-MIX

Cliquez sur le lien pour **accéder aux informations**



6 Conclusions et remerciements

6 / CONCLUSIONS ET REMERCIEMENTS

» La Stratégie Territoriale Intégrée présentée dans ce document vise principalement à résoudre de manière plus efficace les problèmes quotidiens rencontrés par les personnes résidant dans le bassin de vie de l'Aire Fonctionnelle Ouest.

La stratégie propose des axes d'intervention et des actions qui se traduiront par des projets structurants visant à régler des problèmes persistants dans les domaines de l'emploi, des déplacements et de la communication, dans une perspective transfrontalière. Ainsi, les bassins de vie des zones fonctionnelles transfrontalières deviennent de véritables «laboratoires» d'innovation en matière de coopération territoriale.

Guidée par la devise «coopérer pour progresser», l'élaboration de la présente Stratégie Territoriale Intégrée a été réalisée de manière participative, avec la précieuse contribution des acteurs clés des trois territoires et de leurs habitants. Cette approche reflète la tradition profondément ancrée de coopération transfrontalière existant dans cet espace.

La feuille de route partagée pour les années à venir témoigne de la détermination collective à encourager les espaces de collaboration et de réflexion commune, ainsi qu'à explorer des solutions efficaces pour maximiser le potentiel du bassin de vie et renforcer la cohésion sociale et économique des territoires constituant l'Aire Fonctionnelle Ouest.

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour le travail et les contributions inestimables de la population, des organisations et des institutions impliquées dans le processus de réflexion stratégique. Leur vision, leur expérience et leur engagement ont été fondamentaux dans l'élaboration de ce plan, qui promet des avantages durables dans le temps pour la communauté transfrontalière, et contribuant ainsi à la visibilité et à la mise en œuvre de l'Objectif Politique 5 de l'INTERREG POCTEFA : «Vers une Europe plus proche de ses citoyens» par le biais du développement des territoires constituant l'Aire Fonctionnelle Ouest.

Mendebaldeko Eremu Funtzionala
Área Funcional Oeste
Aire Fonctionnelle Ouest

www.afomef.eu

AFOMEF

Mendebaldeko Eremu Funtzionala
Área Funcional Oeste
Aire Fonctionnelle Ouest

Interreg POCTEFA

Cofinanciado por la UNIÓN EUROPEA
Cofinancé par l'UNION EUROPÉENNE

EURORÉGION
EUROESKUALDEA
EURORREGIÓN
NOUVELLE-AQUITAINE • EUSKADI • NAVARRE
AKITANIA BERRIA • EUSKADI • NAFARROA
NUEVA AQUITANIA • EUSKADI • NAVARRA

RÉGION Nouvelle-Aquitaine

EUSKO JAURLARITZA GOBIERNO VASCO

Gobierno de Navarra Nafarroako Gobernua

PYRENEES ATLANTIQUES LE DÉPARTEMENT

Gipuzkoako Foru Aldundia Diputación Foral de Gipuzkoa

ETORKIZUNA ORAIN Es futuro

Pays Basque Euskal Herria

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION – HIRIGUNE ELKARGOA